

# COMMUNE DE SAINT LAURENT DE MURE

Extrait du registre des Arrêtés du Maire du 02 février 2026

## ARRÊTÉ PROVISOIRE DE CIRCULATION

**ARRÊTÉ n° 26021 ST**

Pose d'un poste HTA/BT

60 Avenue Jean Moulin (RD306)

Le Lundi 09 février 2026

Le Maire de la commune de Saint Laurent de Mure,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3 et L 2213-4,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n° 69-150 du 5 février 1969 relatif à la signalisation routière, modifié par l'arrêté interministériel du 29 novembre 1986,

Vu le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I : 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par les textes subséquents,

Vu la note du ministère de la transition écologique et solidaire, ministère chargé des transports (DGITM) définissant le calendrier des jours « hors chantiers » retenus pour l'année 2026 sur le réseau routier national,

Vu l'arrêté préfectoral n°69-2025-12-22-00002 du 22 décembre 2025 portant réglementation pour la prise d'arrêté temporaire de circulation sur les routes à grande circulation (RGC) du Rhône pour l'année 2026,

VU l'arrêté préfectoral n°2015-200 du 27 juillet 2015 relatif à la lutte contre le bruit, notamment sa section N°3,

Vu la permission de voirie N° SVS-250275, délivrée par le Département – service SVS – en date du 10/12/2025,

Vu l'avis favorable du Département du Rhône – Service Voirie Sud en date du 03/02/2026,

Considérant que l'entreprise **CONSTRUCTEL** (pour le compte de ENEDIS) – 98 Chemin de la Saint Martin – 73190 St Bandolph, a sollicité une autorisation de procéder à des travaux de pose d'un poste HTA/BT au profit du lot immobilier « Confidences », au droit du 60 avenue Jean Moulin (RD306), le 09 février 2026,

Considérant que la section se situe en agglomération,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux il est nécessaire de réglementer la circulation et d'assurer la sécurité des personnes et des véhicules,

## A R R E T E

**Article 1 :** La voie publique ne pourra être occupée que le 09/02/2026.

Les prescriptions suivantes s'appliqueront pendant toute la durée des travaux, au droit du 60 avenue Jean Moulin (RD306) :

- La chaussée sera rétrécie par la mise en place d'un alternat par feux tricolores **entre 06h00 et 18h00**. La largeur de voie laissée libre sera au moins égale à 6.00 mètres avec une bande roulable de 3.00 mètres, sans obstacle de plus de 15 cm par rapport à la chaussée. En cas d'impossibilité de passage d'un convoi exceptionnel, le chantier ou l'opération en cours devront être neutralisés et la circulation rétablie dans la largeur et le temps nécessaires au passage du convoi exceptionnel.
- En dehors de la plage horaire précitée, le chantier sera replié et la chaussée laissée intégralement libre à la circulation.
- Les travaux bruyants n'interviendront pas avant 7h00, conformément à la section 3 de l'arrêté préfectoral n°2015-200 du 27 juillet 2015 relatif à la lutte contre le bruit

- Le trottoir sera neutralisé au droit du chantier ; un cheminement piéton sécurisé sera mis en place.
- Le stationnement sera neutralisé au droit du chantier,
- Les accès aux propriétés, entrées de copropriétés et commerces sont maintenus durant les travaux.
- A l'approche et au droit du chantier, la manœuvre de dépassement sera interdite et la vitesse limitée à 30 km/heure.

**L'entreprise CONSTRUCTEL prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité des piétons et garantir le passage des bus et camion de collecte des déchets au droit du chantier.**

**Article 3 :** La refection définitive de la voirie sera effectuée le 09/02/2026

**Article 4 :** La signalisation des travaux devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8<sup>ème</sup> partie, signalisation routière), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifiée par les textes subséquents,

L'entreprise CONSTRUCTEL est chargée de la mise en place de la signalisation et la pré-signalisation réglementaires et reste responsable de tout accident, dommage ou préjudice qui pourraient survenir du fait de ses travaux. L'entreprise CONSTRUCTEL renforcera la signalisation, la nuit, durant l'inactivité du chantier ;

Lors de l'achèvement des travaux et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur ;

**Article 5 :** En cas de problèmes techniques ou d'intempéries, si les travaux ne sont pas terminés aux périodes ci avant définies, un arrêté modificatif devra être établi,

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié et affiché aux abords immédiats du chantier,

**Article 7 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal dressé par les forces de l'ordre.

**Article 8 :** Monsieur le Maire de Saint Laurent de Mure, la Police Municipale, la Gendarmerie de Saint Laurent de Mure, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté qui sera transmis à :

- Entreprise CONSTRUCTEL – 98 Chemin de la Saint Martin – 73190 St Bandolph,
- Le Département du Rhône – Service Voirie Sud,
- La DDT,
- La CCEL,
- Cars BERTHELET (délégataire de transport pour le compte du SYTRAL),
- La Police Municipale de Saint Laurent de Mure,
- La Gendarmerie de Saint Laurent de Mure,
- Le Syndicat Mixte du Nord Dauphiné,
- Les Sapeurs Pompiers de Saint Laurent de Mure.

Pour le Maire,

**Monsieur Jean-Luc GUILLOUZOUIC,**

L'Adjoint délégué à la sécurité publique,

*Qui certifie, sous sa responsabilité,*

*Le caractère exécutoire de cet arrêté.*

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Le T.A. peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).
- dans ce même délai, d'un recours gracieux devant le Maire de la Commune.

